



PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DIRECTION DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

REF AUTORISATION AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES

ARRÊTE n° 200703120302

AUTORISATION au titre des Installations Classées
Société DALKIA FRANCE à BELFORT

Le Préfet du Territoire de Belfort
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU :

- le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} de son livre V,
- le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement
- l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2005 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 34 jours du 9 janvier 2006 au 11 février 2006 inclus sur le territoire de la commune de Belfort
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- la demande présentée le 23 juin 2005 -complétée le 23 septembre 2005- par la société SFME, dont le siège social est situé 3 rue des Trois Chênes à Belfort, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de transit de déchets industriels sur le territoire de la commune de Belfort, 3 rue des Trois Chênes,
- le dossier déposé à l'appui de sa demande
- la décision en date du 21 novembre 2005 de Madame le Président du tribunal administratif de Besançon portant désignation du commissaire-enquêteur,
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur,
- les avis émis par les conseils municipaux des communes de :
 - ♦ CRAVANCHE dans sa séance du 12 décembre 2006,
 - ♦ ESSERT dans sa séance du 10 février 2006,
- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés :
 - ♦ Direction Départementale de l'Équipement en date du 4 janvier 2006,
 - ♦ Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 6 janvier 2006,
 - ♦ Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 26 janvier 2006,
 - ♦ Direction Régionale de l'Environnement en date du 3 janvier 2006,
 - ♦ Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 4 janvier 2006,
 - ♦ Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles en date du 26 janvier 2006,
 - ♦ Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 29 décembre 2005,
 - ♦ Institut National des Appellations d'Origine (INAO) en date du 18 janvier 2006,
 - ♦ Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine en date du 14 décembre 2005,
 - ♦ Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 14 décembre 2005,
- le rapport et les propositions en date du 19 janvier 2007 de l'inspection des Installations Classées,
- l'avis en date du 8 février 2007 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu,

- les observations présentées par le demandeur en date du ,
- CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- CONSIDERANT que les conséquences pour les tiers d'un incendie du site sont prévenues par la mise en place de murs coupe-feu,
- CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,
- CONSIDERANT le changement de raison sociale en date du 27 décembre 2006 par lequel la Société SFME est devenue DALKIA France,
- Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort,

A R R Ê T E

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société DALKIA FRANCE, dont le siège social est situé 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – B P. 38 – 59350 SAINT ANDRE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions figurant dans le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BELFORT, TECHN'HOM NORD – avenue des Sciences et de l'Industrie, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	AS, A D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
167	A	A	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) <i>Station de transit</i>	Centre de stockage et de regroupement de déchets industriels dangereux et non dangereux		/	/	Déchets dangereux : 300 Déchets non dangereux : 2 800	tonne par an (t/an)
1432	2	D	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	Stockage de déchets inflammables conditionnés	Capacité équivalente totale	10	m ³	13	m ³
1412		NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 15 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température	Stockage de bombes à aérosols	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	6	tonne	1	tonne
1530		NC	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de)	Stockage de bois (palettes et morceaux) et de carton	Quantité stockée	1000	m ³	180	m ³

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Belfort, au sein du site industriel des Trois Chênes, sur la section BY, selon le plan figurant en annexe 1. Elles occupent les bâtiments 56A et 56B.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION**ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.3. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.5.4. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des dispositions des articles 34-1 et suivants du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, la réhabilitation du site prévue à l'article 34-3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié est effectuée en vue de permettre un usage de type « activités économiques ou industrielles ».

CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative

CHAPITRE 1.7 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
30/05/05	Décret relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
24/12/02	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
28/01/93	Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normales, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaires et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour que les données soient sauvegardées et aisément consultables

Ce dossier doit être tenu sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection la synthèse annuelle du registre des déchets, accompagnée du rapport sur les éventuels incidents (cf. article 8.7.4 du présent arrêté)

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place si nécessaire

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1.

Aucune eau n'est prélevée ni utilisée à des fins industrielles. Le réseau d'eau potable est protégé contre les retours d'eau par un disconnecteur

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement de la distribution alimentaire,)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou vers le milieu)

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles préventifs appropriés de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, même par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Isolement à l'égard des milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, OUVRAGES D'EPURATION ET CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux usées sanitaires
- Eaux pluviales de toiture
- Eaux pluviales de voirie
- Eaux industrielles

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les eaux doivent être collectées et traitées selon la nature de la pollution véhiculée.

Les eaux vannes sont traitées selon les règles d'assainissement en vigueur

Les eaux pluviales de toiture, non polluées, sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal.

Les eaux pluviales de voirie sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal après traitement par un séparateur d'hydrocarbures

Les eaux industrielles, constituées des eaux de lavage, sont éliminées en tant que déchets dans des installations autorisées à cet effet.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine, ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté, sont interdits

ARTICLE 4.3.3. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

- DCO : 35 mg/l
- MES : 35 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l
- Métaux : 5 mg/l

Par ailleurs, le PH doit être compris entre 5,5 et 8,5

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION RELATIFS AUX DECHETS DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 5.1.1. PRINCIPES GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production

ARTICLE 5.1.2. NATURE ET QUANTITE

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont des déchets non dangereux assimilables à des ordures ménagères. Ils représentent une quantité annuelle maximale de 5 tonnes.

ARTICLE 5.1.3. ELIMINATION

Les déchets produits par l'établissement sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une nuisance pour celle-ci

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application)

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans Les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	6.2.2.1 PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)
Segment « a »	70 dB(A)
Segment « b »	

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée

Les zones à émergence réglementée ainsi que les segments « a », « b » sont définis sur le plan figurant à l'annexe 2 du présent arrêté

Le travail durant la période de nuit est interdit

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées, sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacement), tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanation toxique ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones, et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,) pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

L'installation doit être clôturée et gardée. L'exploitant prend les dispositions lui permettant de connaître en permanence les personnes présentes dans l'établissement.

Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu

ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à sa propagation.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

Dans ce cadre, les dispositions constructives suivantes sont respectées :

- la façade Est des bâtiments 56 A et 56 B est dotée de murs classés REI de degré 120 (anciennement coupe-feu 2 heures)
- le mur séparant les bâtiments 56 A et 56 B est classé REI de degré 120 (anciennement coupe-feu 2 heures)

Les bâtiments 56A et 56 B sont équipés d'exutoires de fumée dont la surface utile est égale à 2% de la superficie des zones concernées

A l'intérieur des locaux, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives prises le cas échéant.

Article 7.3.3.1. Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques

Le matériel électrique est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par son développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées

ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention, font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation

ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique

ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques possibles,
- les explications nécessaires à la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée

Article 7.4.5.1. Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, ainsi que le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation

ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté
L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisés dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement
Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...)
Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles
Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité

ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur évacuation s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées

ARTICLE 7.6.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations toxiques pouvant être émis en cas d'accident sont mis à disposition du personnel susceptible d'être exposé au risque.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents

ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

- un poteau incendie normalisé public ou privé, implanté à proximité immédiate du bâtiment 56, d'un débit disponible de 60 m³/h, d'une capacité en rapport avec les intérêts à défendre, opérationnel en permanence. Sa section est calculée pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Son bon fonctionnement est périodiquement contrôlé ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- un système de détection automatique d'incendie, avec report d'alarme dans les bureaux et auprès d'une société de gardiennage ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres ainsi que des pelles ;

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.6.6. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Ces derniers sont destinataires d'un exemplaire de ces consignes.

Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel

ARTICLE 7.6.7. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Article 7.6.7.1. Capacité de confinement

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à une capacité de confinement étanche aux produits collectés, d'une capacité minimum de 135 m³. Ces eaux polluées pourront être évacuées vers le milieu récepteur sous réserve de respecter les limites de rejet fixées à l'article 4 3 3. A défaut, elles sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

CHAPITRE 7.7 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 7.7.1. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

La conformité des eaux pluviales avec les normes de rejet fixées à l'article 4 3 3 est vérifiée une fois par an

ARTICLE 7.7.2. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Article 7.7.2.1 Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations, puis tous les cinq ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 7.8 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 7.8.1. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 7.7.2.1 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration

CHAPITRE 7.9 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 7.9.1. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article 17-2 du 21 septembre 1977 susvisé. Le bilan est à fournir à la date anniversaire de l'arrêté d'autorisation.

Le bilan de fonctionnement, qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du C E ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du C E.

TITRE 8 – DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CENTRE DE TRANSIT ET DE REGROUPEMENT DE DECHETS

CHAPITRE 8.1 CARACTERISTIQUES DU CENTRE DE TRANSIT ET DE REGROUPEMENT

ARTICLE 8.1.1. NATURE DES DECHETS TRANSITANT SUR LE CENTRE

Les déchets accueillis sur le centre sont les suivants :

- Déchets non dangereux (déchets métalliques, bois, papier/carton, matières plastiques, mobilier, poubelles ateliers et bureaux, ferrailles, ...), à raison de 2 800 tonnes par an au maximum,
- Déchets dangereux, à raison de 300 tonnes par an au maximum

La liste complète des déchets susceptibles d'être accueillis figure en annexe 3

ARTICLE 8.1.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE ET DES INSTALLATIONS

L'activité du centre consiste à stocker temporairement des déchets, et pour certains d'entre eux à les regrouper. Le regroupement est défini comme une immobilisation provisoire avec mélange de déchets de provenances différentes mais de natures comparables ou compatibles.

Ces déchets proviennent des établissements du site « ALSTOM »

L'activité s'exerce dans un bâtiment scindé en 2 (56 A et 56 B) et sur une aire de stockage extérieure.

Bâtiment 56 A :

Le bâtiment 56 A est dédié à l'activité de regroupement de certains déchets dangereux liquides (fluides de coupe usés, huiles entières, mélange eau + huiles souillées). Une cuve de 10 m³ et trois cuves de 5 m³ sont affectées à cette activité.

Bâtiment 56 B :

Le bâtiment 56 B est dédié au transit :

- des déchets dangereux en fûts ou en caisses. Les déchets toxiques en quantité dispersée peuvent être stockés en petit conditionnement
- des déchets d'amiante
- de la majeure partie des déchets métalliques (triés et non triés)

Les déchets dangereux et les déchets d'amiante sont répartis par catégorie dans huit alvéoles.

Les déchets métalliques sont stockés après tri dans les bennes appropriées.

Aire extérieure de stockage et de compactage des Déchets Non Dangereux :

Les Déchets Non Dangereux sont stockés dans des bennes ou des caissons sur une aire dédiée accueillant également deux compacteurs.

CHAPITRE 8.2 AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DU CENTRE

ARTICLE 8.2.1. DECHETS DANGEREUX

Article 8.2.1.1. Dispositions générales

Les déchets dangereux sont exclusivement stockés dans le bâtiment 56. Ils transitent en contenants fermés et vérifiés. Sur chaque zone de stockage est signalée en caractères apparents la liste des déchets qui lui sont affectés.

Article 8.2.1.2. Cuves

Les matériaux constitutifs des cuves sont compatibles avec la nature des déchets stockés, et leur forme permet un nettoyage facile

Les cuves sont placées dans des fosses maçonnées, étanchéifiées et visitables

Elles sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet du contenant initial.

Les chargements et déchargements se font sur une aire étanche et en rétention. Le cas échéant, les points de déchargement de produits incompatibles sont séparés. Dans la mesure du possible, des moyens physiques préviennent les erreurs de manipulation.

Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules et engins)

Elles sont régulièrement débarrassées des dépôts ou des tartres.

L'exploitant procède à 4 inspections visuelles par an des cuves et à une épreuve hydraulique décennale.

Il tient une chronique des déchets qui ont été entreposés dans chaque cuve

Article 8.2.1.3. Fûts et caisses

Le nombre total de fûts de 200 litres et de caisses stockés simultanément n'excède pas 160. Le nombre de fûts ou de caisses d'aérosols est inférieur à 40 à tout instant.

Les chargements et déchargements se font exclusivement à l'intérieur du bâtiment 56 B, sur une aire étanche et en rétention.

Les fûts et les caisses sont stockés sur un seul niveau dans des alvéoles maçonnées, étanchéifiées et visitables.

La durée d'entreposage des produits sur le site ne doit pas dépasser 90 jours. Le stock total de déchets toxiques en quantité dispersée doit être inférieur à tout moment aux quantités réceptionnées au cours des deux mois précédents.

ARTICLE 8.2.2. CAS PARTICULIER DES DECHETS D'AMIANTE

Les déchets amiantés sont conditionnés, par catégorie (déchets de construction ou déchets d'isolation) dans des big-bags ou dans des sacs spécifiques conformes aux normes en vigueur. Ils sont stockés sur palette dans une alvéole du bâtiment 56 B.

La quantité de déchets amiantés stockés n'excède pas une tonne.

ARTICLE 8.2.3. DECHETS NON DANGEREUX

Les déchets non dangereux sont stockés sur une aire qui est isolée du bâtiment 56. Seuls les déchets métalliques peuvent être stockés dans le bâtiment 56.

Les déchets de bois et les encombrants sont stockés dans deux bennes étanches. Les autres déchets sont stockés après compactage dans deux caissons fermés.

CHAPITRE 8.3 CHARGEMENT ET DECHARGEMENT

ARTICLE 8.3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre. En particulier, les aires de circulation doivent être étanches et elles sont nettoyées chaque fois qu'elles sont souillées.

L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire. Il s'assure que les roues et bas de caisse des camions entrant ou quittant le centre sont propres. Il vérifie également que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 8.3.2. DISPOSITIONS COMMUNES AUX OPERATIONS DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT

Les chargements et déchargements de déchets dangereux se font sur une aire étanche et en rétention comme précisé au chapitre 8.2.

L'exploitant s'assure préalablement à toute opération de ce type de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur, pont roulant, ...) avec les déchets. Il s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure également que les opérations de déchargement, chargement, transvasement ne donnent pas lieu à des écoulements ou émissions de déchets et qu'elles ne sont pas à l'origine d'une pollution atmosphérique.

ARTICLE 8.3.3. CHARGEMENT

Avant de charger ou de faire procéder au chargement d'un véhicule, l'exploitant s'assure que :

- Le matériau constitutif de la cuve ou de la benne est compatible avec le déchet devant y être transporté
- Le véhicule est apte au transport du déchet à charger et notamment que son circuit électrique est prévu à cet effet
- Le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité
- Le chargement est mécaniquement compatible avec le déchet concerné

ARTICLE 8.3.4. DECHARGEMENT

L'exploitant s'assure que les véhicules arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu, et vérifie que le déchargement du véhicule est effectué complètement.

Les cuves depuis lesquelles sont déchargés les déchets dangereux du bâtiment 56 A (fluides de coupe usés, huiles entières, mélange eau et huiles souillées) sont lavées au moins une fois par semaine. Les effluents correspondants sont éliminés avec les déchets de la catégorie « mélange eau et huiles souillées ».

CHAPITRE 8.4 PROCEDURE D'ACCEPTATION

ARTICLE 8.4.1. INFORMATION PREALABLE

Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comprenant a minima tous les renseignements suivants :

- Identité du producteur
- Nature du déchet
- Origine du déchet
- Conditionnement
- Filière d'élimination choisie par le producteur

Dans le cas particulier des déchets dangereux, ce dossier comporte également :

- Les caractéristiques physico-chimiques du déchet
- La copie du Certificat d'Acceptation Préalable délivré par l'éliminateur
- Les précautions particulières à prendre en ce qui concerne le transport et le stockage du déchet
- Pour le cas des déchets destinés au regroupement, les problèmes que peuvent créer les mélanges, et en cas d'erreur de manipulation, les dangers et surcoûts qu'ils peuvent occasionner pour les centres d'élimination

Sur la base de ce dossier, l'exploitant vérifie, en particulier, l'aptitude de son centre à accueillir le déchet concerné. Il s'assure également que la filière d'élimination choisie par le producteur est dûment autorisée à recevoir ledit déchet.

CHAPITRE 8.5 PROCEDURE DE RECEPTION

ARTICLE 8.5.1. CONTROLES D'ADMISSION

Lors de toute livraison, l'exploitant effectue une pesée des déchets. Il renseigne le registre d'entrée prévu à l'article 8.7.1.

L'exploitant vérifie que tout déchet dangereux qui transite sur son site est muni de son bordereau de suivi. Il s'assure que ce bordereau est rattaché à un certificat d'acceptation préalable en cours de validité.

ARTICLE 8.5.2. ECHANTILLONNAGE

Un prélèvement d'échantillon est réalisé sur chaque livraison de déchet destiné au regroupement. Ce prélèvement est conservé un mois après le départ du déchet.

CHAPITRE 8.6 PROCEDURE D'EVACUATION

ARTICLE 8.6.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant s'assure que les déchets sont orientés vers les filières autorisées à cet effet.

Lors du départ du déchet vers l'unité d'élimination, l'exploitant :

- Confirme au producteur la destination donnée au déchet
- Transmet à l'éliminateur les documents comprenant tous les renseignements fournis par le producteur ainsi que, dans le cas des déchets dangereux, le bordereau de suivi (BSDD)

Le cas échéant, l'exploitant informe le producteur et l'éliminateur de tout incident ou anomalie survenus sur un déchet en cours d'exploitation.

ARTICLE 8.6.2. CAS PARTICULIER DES DECHETS REGROUPES

Un prélèvement d'échantillon est réalisé sur chaque enlèvement de déchets regroupés. Ce prélèvement est conservé un mois après le départ du lot de déchets.

CHAPITRE 8.7 REGISTRES D'ENTREE ET DE SORTIE

ARTICLE 8.7.1. REGISTRE D'ENTREE

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité du déchet, les modalités de transport, ainsi que l'identité du transporteur.

Il précise également l'affectation du déchet sur le site, ainsi que sa destination finale.

ARTICLE 8.7.2. REGISTRE DE SORTIE

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents. Elle comporte également le cas échéant la référence du bordereau de suivi de déchets.

ARTICLE 8.7.3. REGISTRE D'OPERATION OU JOURNAL

Pour tout regroupement de déchets, l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves

ARTICLE 8.7.4. SYNTHESE ANNUELLE

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées une synthèse annuelle de tous les déchets reçus ou enlevés, ainsi qu'un rapport sur les éventuels incidents de fonctionnement. La synthèse relative à l'année n est transmise pour le 31 mars de l'année n+1.

La synthèse classe les déchets par producteur, et précise les éléments suivants :

- Nature du déchet
- Code de la nomenclature
- Quantité reçue dans l'année
- Transporteur
- Destinataire

TITRE 9 – DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

CHAPITRE 9.1 ANNULATION ET DECHEANCE

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure

CHAPITRE 9.2 PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public

CHAPITRE 9.3 CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article

CHAPITRE 9.4 DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

CHAPITRE 9.5 DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision pourra être déférée au Tribunal Administratif de Besançon. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication et de l'affichage de cet arrêté.

CHAPITRE 9.6 NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à la Société DALKIA FRANCE – TECHN'HOM Nord – Avenue des Sciences et de l'Industrie – 90000 BELFORT

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de BELFORT par les soins du Maire pendant un mois.

CHAPITRE 9.7 EXECUTION ET AMPLIATION

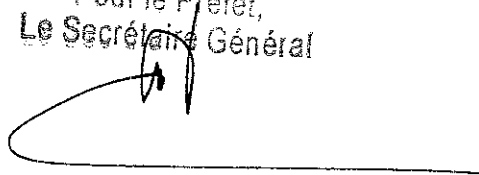
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, Monsieur le Maire de BELFORT ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- au Conseil Municipal de CRAVANCHE,
- au Conseil Municipal d'ESSERT,
- au Conseil Municipal de VALDOIE,
- à la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture,
- à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles,
- à la Direction Départementale du Service Incendie et de Secours,
- à la Direction Régionale de l'Environnement,
- à l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO),
- au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
- à la Direction Régionale des Affaires Culturelles,

BELFORT, LE

12 MAR. 2007

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Philippe DIEUDONNE

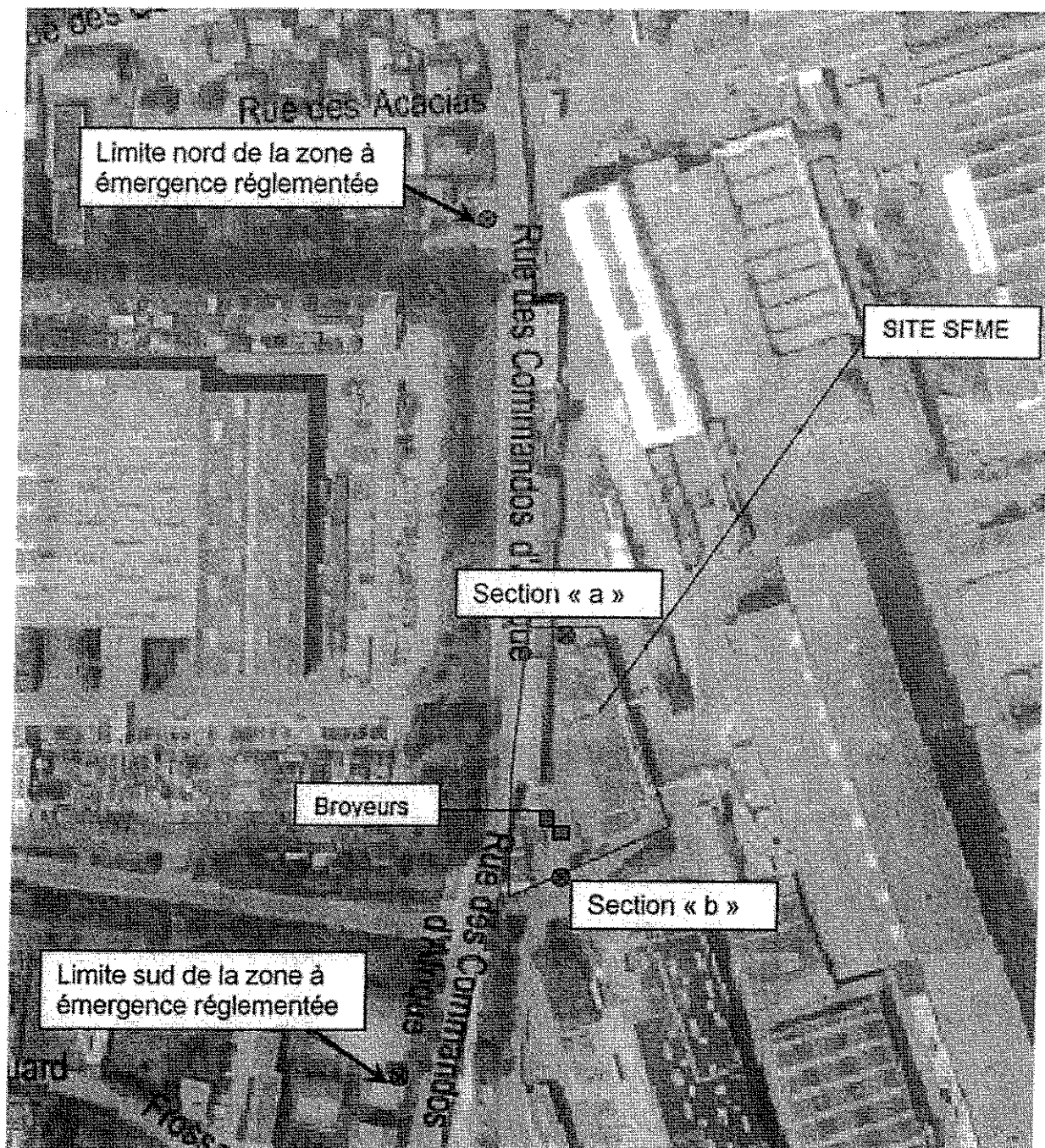
Liste des articles

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES	3
CHAPITRE 1 1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	3
CHAPITRE 1 2 NATURE DES INSTALLATIONS	3
CHAPITRE 1 3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	4
CHAPITRE 1 4 DUREE DE L'AUTORISATION	4
CHAPITRE 1 5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	4
CHAPITRE 1 6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS	4
CHAPITRE 1 7 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES	5
CHAPITRE 1 8 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	5
TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT	6
CHAPITRE 2 1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	6
CHAPITRE 2 2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	6
CHAPITRE 2 3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	6
CHAPITRE 2 4 DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS	6
CHAPITRE 2 5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	6
CHAPITRE 2 6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	7
CHAPITRE 2 7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION	7
TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	8
CHAPITRE 3 1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	8
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	9
CHAPITRE 4 1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	9
CHAPITRE 4 2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	9
CHAPITRE 4 3 TYPES D'EFFLUENTS, OUVRAGES D'EPURATION ET CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU	9
TITRE 5 - DECHETS	11
CHAPITRE 5 1 PRINCIPES DE GESTION RELATIFS AU DECHETS DE L'ETABLISSEMENT	11
TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	12
CHAPITRE 6 1 DISPOSITIONS GENERALES	12
CHAPITRE 6 2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	12
TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	13
CHAPITRE 7 1 PRINCIPES DIRECTEURS	13
CHAPITRE 7 2 CARACTERISATION DES RISQUES	13
CHAPITRE 7 3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	13
CHAPITRE 7 4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES	15
CHAPITRE 7 5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	16
CHAPITRE 7 6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	17
CHAPITRE 7 7 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE	19
CHAPITRE 7 8 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	19
CHAPITRE 7 9 BILANS PERIODIQUES	19
TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CENTRE DE TRANSIT ET DE REGROUPEMENT DE DECHETS	20
CHAPITRE 8 1 CARACTERISTIQUES DU CENTRE DE TRANSIT ET DE REGROUPEMENT	20
CHAPITRE 8 2 AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DU CENTRE	20
CHAPITRE 8 3 CHARGEMENT ET DECHARGEMENT	21
CHAPITRE 8 4 PROCEDURE D'ACCEPTATION	22
CHAPITRE 8 5 PROCEDURE DE RECEPTION	23
CHAPITRE 8 6 PROCEDURE D'EVACUATION	23
CHAPITRE 8 7 REGISTRES D'ENTREE ET DE SORTIE	23
TITRE 9 - DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF	25
CHAPITRE 9 1 ANNULATION ET DECHEANCE	25
CHAPITRE 9 2 PERMIS DE CONSTRUIRE	25

CHAPITRE 9 3 CODE DU TRAVAIL -----	25
CHAPITRE 9 4 DROIT DES TIERS -----	25
CHAPITRE 9 5 DELAI ET VOIE DE RECOURS -----	25
CHAPITRE 9 6 NOTIFICATION ET PUBLICITE -----	25
CHAPITRE 9 7 EXECUTION ET AMPLIATION -----	26

Société DALKIA FRANCE à BELFORT

ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral n° 200703120302
en date du 12 mai 2007



Société DALKIA FRANCE à BELFORT

ANNEXE 3 à l'arrêté préfectoral n° 200703 220302
en date du 12 mai 2007

Liste des déchets transitant au bâtiment 56

Désignation du déchet	Lieu de stockage
Déchets non recyclables	Aire extérieure
Cartons	Aire extérieure
Bois	Aire extérieure
Ferrailles diverses	Aire extérieure
Inox	Benne intérieur bâtiment 56B
Cuivre guippé	Benne intérieur bâtiment 56B
Fils de cuivre	Benne intérieur bâtiment 56B
Cuivre en mélange	Benne intérieur bâtiment 56B
Absorbants	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Absorbants souillés d'acide	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Aérosols	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Boues de peinture	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Boues d'usinage	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Boues de meulage	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Déchets amiantés de construction	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Déchets amiantés d'isolation	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Diluant + Peinture	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Divers déchets chimiques	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Eau + Hydrocarbures	Cuves intérieur bâtiment 56A
Eau de lavage + vernis	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Eau de ressuage	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Eau glycolée	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Emballages souillés	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Filtres peinture	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Filtres souillés	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Graisse usagée	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Huile entière	Cuves intérieur bâtiment 56A
Huile soluble	Cuves intérieur bâtiment 56A
Lampes	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Mastic / Feutre	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Piles usagées	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Poudres de peinture	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Poussières de grenaille	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Poussières de guipage	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Produits de laboratoire	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Solution alcaline	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Solvants de lavage	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Tubes fluorescents	Alvéoles intérieur bâtiment 56B
Vernis / Résines	Alvéoles intérieur bâtiment 56B

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
INFORMATISE

Société DALKIA FRANCE à BELFORT

NNEXE I à l'arrêté préfectoral n° 200703110302
n date du 21/04/2007

Service du Cadastre

Département :
TERRITOIRE DE BELFORT
Commune :
BELFORT

Section : BY
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1500
Date de l'édition : 17/06/2005

Numéro d'ordre du registre de constatation :

R146
Service du Cadastre
Centre de Belfort
BUREAU

Hôte des Impôts
Place de la Révolution Française
90022 BELFORT CEDEX
Réception : TLJ sans samedi de 8h45
à 12h et de 13h30 à 16h15 ou sur RDV

Extrait certifié conforme au plan cadastral
informatisé à la date :

Belfort le 17/06/2005

[Signature]

